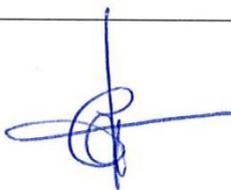


**Annexe 1 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels entre les autorités nationales de sécurité de République Tchèque et de France - Guide d'application**

**Appendix 1 of the protocol for setting up cross-acceptance procedures of locomotives and railway vehicles for conventional railway systems between the national safety authorities of Czech Republic and France – Application guide**

	EPSF		DU
	Validation	Approbation	Validation and Approbation
<b>Name</b>	CEBULSKI Laurent	BLANC Hubert	Ing. Jiří Kolář, Ph.D
<b>Position</b>	Directeur Autorisations / Director of Authorisations	Directeur des Référentiels / Director of Regulations Directorate	Director of Drážní Úřad
<b>Date</b>	30/06/17	5.07.2017	21.7.2017
<b>Signature</b>			

## FICHE D'IDENTIFICATION – IDENTIFICATION FILE

---

Titre du document	<b>Guide d'Application des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels entre les autorités nationales de sécurité de République Tchèque et de France.</b>
Title of the document	<b>Application guide for setting up cross-acceptance procedures of locomotive and railway vehicles for conventional railway systems between the national safety authorities of Czech Republic and France.</b>

## HISTORIQUE DU DOCUMENT – HISTORY OF THE DOCUMENT

---

Version	Date	Commentaires	Comments
V1	29/06/2017	Création du document	Original document

## Sommaire – Contents

Page

### Version française:

I	Remarques générales	4
II	Véhicule ou type de véhicule pour lequel une première autorisation de mise en exploitation commerciale simultanée est demandée dans les deux Etats membres	5
III	Véhicule ou type de véhicule déjà autorisé dans un Etat membre et pour lequel une autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale est demandée dans l'autre Etat membre	6
➤	Particularités pour l'autorisation de mise en exploitation commerciale d'un véhicule « ancien »	8
Annexe 1	Exemple d'attestation de conformité à un chapitre	9
Annexe 1 bis	Exemple d'attestation pour un véhicule ancien suivant la comparaison des référentiels	11

### English version:

I	General remarks	12
II	Vehicle or type of vehicle where a simultaneous first authorization for placing in service in both Member States is required	13
III	Vehicle or type of vehicle already authorized in one Member State and for which an additional authorization for placing in service is requested in another Member State	14
➤	Special considerations regarding authorization for placing in service for an “old” vehicle	15
Appendix 1	Example of conformity certificate with a chapter	17
Appendix 1 bis	Example of certificate for an old vehicle as per comparison of standards	19

## Version française

---

Ce guide d'application constitue l'annexe 1 du « Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives et des véhicules à voyageurs circulant sur les lignes conventionnelles entre les autorités nationales de sécurité de République Tchèque et de France », signé le 26/06/2017.

Son objet est d'explicitier le fonctionnement des procédures d'autorisation de mise en exploitation commerciale (AMEC) des véhicules par l'application d'une reconnaissance mutuelle, y compris dans le cas de leur renouvellement ou réaménagement.

Au besoin, ce guide d'application est mis à jour en commun accord par les autorités nationales de sécurité (ANS) concernées. Les exigences techniques des deux Etats membres se trouvent dans le document technique commun qui constitue l'annexe 2 du protocole sus-cité, basé sur la liste des paramètres de la décision d'exécution 2015/2299 de la Commission modifiant la décision 2009/965/CE.

Ce guide est rédigé dans les langues officielles des ANS signataires. Toutefois, l'utilisation de l'anglais comme langue commune pourra être acceptée.

### **I Remarques générales**

Lors du lancement d'un processus de demande d'autorisation de véhicules, les référentiels techniques et réglementaires applicables sont ceux en vigueur à la date de mise en exploitation commerciale du véhicule. Les documents nécessaires pour l'AMEC devront être classés selon la structure du "Document Technique Commun", annexé à l'accord.

Dans le cadre de la Décision de la Commission 2011/155/UE relative à la publication et à la gestion du document de référence, les ANS et le demandeur s'appuient sur l'application des documents de référence des ANS concernées, soit :

- la partie 1 «Guide d'application» ;
- la partie 2 «Document de référence national» ;
- la partie 3 «Informations sur le cadre juridique national» ;

afin de faciliter la procédure d'AMEC de véhicules entre les Etats membres. Ces documents sont également disponibles dans la base de données des documents de référence (RDD), hébergée sur le site de l'Agence ferroviaire européenne.

Les attestations de conformité (annexe 1) délivrées par une ANS pour les paramètres classés « A » sont considérées reconnues par l'autre partie signataire, pour autant qu'un nouvel élément issu du retour d'expérience n'appelle pas de nouvelles vérifications et/ou s'il n'y a pas de situation dérogatoire. Dans ce cas, les ANS cosignataires se concertent sur les suites à donner.

La classification «A» indique que les règles nationales arrêtées sont réputées être entièrement équivalentes en terme de niveau de sécurité ferroviaire entre deux Etats membres.

Dans ce document, le terme « Etat membre » (EM) est à comprendre au sens d'un Etat, membre de ce protocole de reconnaissance mutuelle.

Un véhicule existant, conçu et construit selon une version des STI antérieure à celle inscrite dans le « document technique commun », est considéré comme un véhicule conforme aux STI. Pour ce type de véhicule, l'autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale est à traiter comme défini au chapitre III de ce guide.

Les attestations de conformité délivrées par chaque ANS constituent des pièces du dossier de demande d'autorisation et leur fourniture n'exonère pas le demandeur du respect des procédures nationales relatives aux demandes d'AMEC de véhicule. Pour un même paramètre, la classification prévue à l'annexe technique peut ne pas être commutative.

## **II Véhicule ou type de véhicule pour lequel une première autorisation de mise en exploitation commerciale simultanée est demandée dans les deux Etats membres**

En application de la Directive 2008/57/CE, articles 21; 22; 24 et 26, il est possible de procéder à une autorisation de mise en exploitation commerciale simultanée pour une première AMEC dans les deux EM.

Dans ce cas, le demandeur devra adresser simultanément une demande d'AMEC à chacune des ANS concernées en vertu des réglementations nationales en vigueur au moment de la demande d'AMEC, en demandant expressément l'application de ce protocole.

Les ANS mettent en place une organisation commune et devront également s'accorder avec le demandeur sur le choix de l'autorité qui délivrera la première autorisation.

Lors des réunions préalables au dépôt de la demande, les ANS se coordonneront entre-elles sur les points suivants :

- Les règles applicables ;
- La désignation d'une ANS coordinatrice ;
- La ou les langue(s) à utiliser par le demandeur ;
- Le regroupement de paramètres sous un thème et la répartition de ces paramètres entre les ANS participantes ;
- La répartition et la forme des documents ;
- Le mode de traitement des paramètres non classés « A » ;
- Le planning de livraison des documents visant à démontrer la conformité du véhicule ;
- Le planning de délivrance des attestations de conformité des points A ;
- ...

Ces décisions seront arrêtées dans un compte-rendu, à valider par tous les participants. Le demandeur sera informé des décisions retenues. La répartition de la vérification des paramètres ou des thèmes classés «A», se fera entre les ANS et le demandeur de façon à préserver la cohérence du système.

- Pour chaque paramètre classé «A», le demandeur enverra les documents nécessaires à la vérification, uniquement à l'ANS chargée de l'évaluation du paramètre concerné. Les ANS s'échangent les attestations de conformité relatives aux paramètres classés «A» qu'elles ont respectivement évalués conformément aux référentiels normatifs applicables dans leur Etat. Copie est faite au demandeur. L'attestation de conformité devra clairement identifier chaque thème ou paramètre(s) pour lequel elle est délivrée. Cette attestation de conformité certifie que les exigences ont été vérifiées par l'autorité émettrice. Elle démontre la conformité des objets d'évaluation en application du point 4 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle. Cette attestation peut contenir des restrictions.
- Concernant les paramètres classés «B» et «C» et les paramètres classés en catégorie « A » ne pouvant être couverts par une attestation de conformité, le demandeur devra fournir les documents requis à chacune des ANS qui procéderont à leur propre évaluation dans le respect de leurs réglementations nationales.

Les documents transmis par le demandeur à chacune des ANS, devront être rédigés dans la ou les langues définies lors des réunions préalables au dépôt de la demande.

NOTA : en cas de modifications du véhicule, le demandeur doit s'assurer que les attestations de conformité délivrées par les ANS ne sont pas impactées. Auquel cas, de nouvelles évaluations devront être effectuées. Au terme de ces évaluations, si la conformité aux règles est avérée, de nouvelles attestations de conformité devront être délivrées.

Chaque ANS pourra délivrer l'AMEC de véhicule pour son propre réseau ferroviaire national lorsque le dossier de demande d'autorisation correspondant sera complété et accepté d'après sa réglementation nationale.

Dans chaque EM, les documents suivants devront être joints au dossier de demande d'autorisation :

- les attestations de conformité délivrées par l'autre ANS, obtenues pour les paramètres répertoriés dans la catégorie «A»,
- les documents nécessaires à la démonstration de conformité des paramètres classés «B» et «C» et les paramètres classés « A » non couverts par une attestation de conformité.

### **III Véhicule ou type de véhicule déjà autorisé dans un Etat membre et pour lequel une autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale est demandée dans l'autre Etat membre**

En application de la Directive 2008/57/CE et de ses articles 21; 23; 25 et 26, le demandeur peut demander une autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale de véhicule sur base de la première AMEC.

Il peut demander spécifiquement l'application du protocole de reconnaissance mutuelle pour tous les paramètres, en accord avec la Directive 2008/57/CE et ses articles 23.2 et 25.1.

Lors des réunions préalables au dépôt de la demande, les ANS se coordonneront entres-elles sur les points suivants :

- Les règles à appliquer ;
- La ou les langue(s) à utiliser par le demandeur ;
- La répartition et la forme des documents ;
- Le mode de traitement des paramètres non classés « A » ;
- Le planning de livraison des documents visant à démontrer la conformité du véhicule ;
- ...

Ces décisions seront arrêtées dans un compte-rendu à valider par tous les participants. Le demandeur sera informé des décisions retenues.

- a) Pour les paramètres classés «A», le demandeur présentera les attestations de conformité rédigées par l'ANS membre de ce protocole ayant délivrée la première AMEC. Ces attestations seront fournies conformément au point 4 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle.
- b) Pour les paramètres classés «B» et «C» et les paramètres classés en catégorie « A » ne pouvant être couverts par une attestation de conformité, le demandeur devra fournir les documents requis à l'ANS ayant reçu la demande d'autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale . Celle-ci procédera à sa propre évaluation dans le respect de sa réglementation nationale.

Si pour obtenir l'autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale des modifications sont apportées au (type de) véhicule, l'ANS émettrice de la première autorisation devra en être informée en application de l'article 20 de la Directive 2008/57/CE. Au cas où ces modifications auraient une incidence sur la première AMEC, de nouvelles évaluations devront alors être effectuées par l'ANS émettrice de cette première autorisation.

L'autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale de véhicules pourra être délivrée par l'ANS de l'EM, ayant reçu ladite demande d'autorisation supplémentaire, lorsque le dossier de demande d'autorisation correspondant sera complété et accepté d'après sa réglementation nationale.

Les documents suivants devront être joints au dossier de demande d'autorisation :

- La première AMEC délivrée par un EM.
- Les attestations de conformité délivrées par l'autre EM, obtenues pour les paramètres répertoriés dans la catégorie «A».
- Les documents nécessaires à la démonstration de conformité des paramètres classés «B» et «C» et les paramètres classés « A » non couverts par une attestation de conformité.

➤ Particularités pour l'autorisation de mise en exploitation commerciale d'un véhicule «ancien»

Est considéré comme « ancien » un véhicule conçu et construit selon un référentiel (ou une partie de référentiel) antérieur à celui utilisé dans le cadre des accords de reconnaissance mutuelle en vigueur.

Utilisation de référentiels anciens :

Dans le Document Technique Commun apparaissent également les référentiels antérieurs à ceux en vigueur (par exemple les fiches UIC) pouvant être considérés comme équivalents aux référentiels nationaux en vigueur. Si toutefois, pour un paramètre classé « A », les référentiels antérieurs n'étaient pas cités, le demandeur a la possibilité de mener une comparaison des règles techniques ayant présidé à la mise en circulation du véhicule avec les règles techniques actuelles, notamment par l'application du règlement d'exécution européen n°402/2013. Si leur équivalence est établie, le demandeur peut émettre une attestation (annexe 1 bis du présent guide) au paramètre concerné du Document Technique Commun et le transmettre à l'autorité nationale de sécurité de l'Etat membre dans lequel le véhicule est en service. Sur la base de cette attestation, l'autorité nationale compétente pourra délivrer une attestation de conformité.

Pour les paramètres répertoriés dans les catégories "B" et "C", le demandeur devra fournir les documents requis à l'autorité nationale de sécurité ayant reçu la demande d'AMEC du véhicule, laquelle procédera à sa propre évaluation dans le respect de ses règles nationales.

L'autorisation supplémentaire de mise en exploitation commerciale de véhicules pourra être délivrée par l'ANS de l'EM, ayant reçu ladite demande d'autorisation supplémentaire, lorsque le dossier de demande d'autorisation correspondant sera complété et accepté d'après sa réglementation nationale.

Les documents suivants devront être joints au dossier de demande d'autorisation :

- L'attestation de conformité (annexe 1 et/ou 1 bis du présent guide) délivrée par l'autorité nationale de sécurité de l'Etat membre dans lequel le véhicule est déjà autorisé, pour les paramètres répertoriés dans la catégorie "A".
- Les documents nécessaires à la démonstration de conformité des paramètres classés «B» et «C» et les paramètres classés « A » non couverts par une attestation de conformité.

## ATTESTATION DE CONFORMITÉ

<p>Référentiel applicable, accord de reconnaissance mutuelle</p>	<p>Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels entre les autorités nationales de sécurité de République Tchèque et de France. Date xx/xx/xxxx</p>
<p>Version et date du Document Technique Commun</p>	<p style="text-align: center;">Version XX– XX/XX/XXXX</p>
<p>Type de véhicule</p>	<div style="text-align: center;">  <p style="font-size: 1.5em; margin-top: 20px;">Loco XYZ</p> </div>
<p>Numéro d'identification européen</p>	<p style="text-align: center;">XXXXXXXXXX-X (12345)</p> <p>Le(s) numéro(s) d'identification (12 chiffres) est (sont) le(s) numéro(s) d'immatriculation du (des) véhicule(s) utilisé(s) pour les essais, inscrit sur la structure de caisse. Pour les véhicules "anciens" (lorsqu'il est impossible de connaître le véhicule ayant réalisé les essais) ou pour les cas d'évaluation sans essais, cette case devra rester vide.</p>
<p>Validité pour d'autres types de véhicules</p>	<p>A compléter lorsque l'attestation de conformité peut être utilisée pour des véhicules différents mais possédant une plateforme commune</p>

Chapitre(s)/paramètre(s)	9 Fenêtres frontales/latérales
Réglementation nationale	A compléter au cas où la liste des paramètres définis par la décision d'exécution 2015/2299 ne coïncide pas avec celle du document de référence national
Règles techniques nationales	UIC 651 EN 15152  Dans le cas où le demandeur démontre la comparaison des normes en présentant le certificat dont le modèle figure à l'annexe 1b, ce certificat doit être fixée
Paramètres techniques spécifiques	Vitesse du projectile = ...
Caractéristique évaluée	Description succincte de la caractéristique évaluée
Type de l'examen	
Objectifs de sécurité / spécifications	Justificatif de la résistance, dessins, description et fiches techniques, rapports d'essais, rapports de contrôle, rapport d'expert
Liste des documents	Liste des références documentaires en annexe 2 du protocole comprenant le nom, le numéro, la version et la date d'émission de chaque document examiné
Localisation des documents	Lieu où la documentation peut être consultée en cas de besoin
Résultat du contrôle de conformité	Caractéristique démontrée et raison de la justification (éventuellement références) Evaluation des résultats de l'examen. Le cas échéant, catégorisation du véhicule
Restrictions et conditions d'utilisation	Le cas échéant, restrictions qui découlent de l'examen

Ref NSA (avec logo) ANS ayant effectué le contrôle de conformité et signé l'attestation Affaire Numéro EPSF-2011/XXXXX	Data / Date	Nom:.....  Signature:.....
---	-------------	----------------------------------

Cette attestation de conformité a une validité maximale de 7 ans à partir de sa date d'émission. Sa validité peut éventuellement être prolongée à la suite d'une requête et à condition que le contexte légal de référence n'ait pas changé.

Annexe 1 bis: exemple d'attestation pour un véhicule ancien suivant la comparaison des référentiels

**NOM du véhicule**

**PHOTO du véhicule**

Référentiel applicable	Version
Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels entre les autorités nationales de sécurité de République Tchèque et de France	Version du jj/mm/aa

- **Comparaison des référentiels ayant présidé à la mise en circulation du véhicule avec les référentiels actuels**

Paramètre concerné	Règles techniques selon lesquelles le véhicule a été autorisé	Règles techniques reprises dans le Document Technique Commun du jj/mm/aaaa
Nom et numéro du paramètre	<i>Noms, numéros, versions, dates d'émission des règles techniques et lieux où elles peuvent être consultées en cas de besoin</i>	<i>Noms, numéros, versions, dates d'émission des règles techniques et lieux où elles peuvent être consultées en cas de besoin</i>
	<b>Démonstration</b> <i>Comparaison <u>argumentée</u> entre les référentiels anciens et nouveaux et démonstration de leur équivalence</i>	
	<b>Conditions et limitations d'utilisation</b>	<i>Le cas échéant, restrictions qui découlent de l'examen</i>

Ci-joint une analyse comparative des normes de conduite conformément au règlement (UE) n°402/2013.

Compte tenu de cette déclaration, il est demandé à l'autorité de sécurité ... XXX la délivrance des certificats de conformité pour les paramètres suivants:

\_\_\_\_\_  
Lieu et date

\_\_\_\_\_  
Nom du rédacteur

\_\_\_\_\_  
Signature du demandeur

## English version

---

This application guide constitutes Appendix 1 to the “Protocol for setting up cross-acceptance procedures of locomotives and railway vehicles for conventional railway systems between the national safety authorities of Czech Republic and France” signed on 26/06/2017.

Its purpose is to clarify the handling of the procedures of the authorisation for placing in service (APIS) of vehicles by the use of mutual recognition, including renewal or upgrading.

When necessary, this application guide is updated by mutual agreement between the participating national safety authorities (NSAs). The technical requirements of the two Member States are located in the common technical document in appendix 2 of the protocol referred to above, and are based on the updated list of parameters of Decision (EU) 2015/2299 amending Decision 2009/965/EC.

This guide is written in the official languages of the signatory NSAs. However, the use of English as the common language may be accepted.

### **I General remarks**

At the initiation of the process for authorisation of railway vehicles, the applicable technical and regulatory standards to be applied are those in force at the date on which the vehicle is placed in service. The documents necessary for APIS have to be classified in accordance with the structure of the "Common Technical Document" appended to the agreement.

In the framework of Commission Decision 2011/155/EU on the publication and management of the reference document, the NSAs and the applicant rely on the application of the reference documents of the participating NSAs, as follows:

- Part 1, “Application Guide”;
- Part 2, “National Reference Document”;
- Part 3, “National legal framework”;

to facilitate the APIS procedure between the Member States. These documents are also available in the reference document database (RDD), hosted by the European Railway Agency website.

The conformity certificate (Appendix 1) issued by a NSA for the parameters classified as “A” are accepted by the other NSAs, provided that operational experience does not identify the need for new assessments and/or there are no derogations. Where such circumstances arise the affected NSAs shall coordinate the next steps.

An "A" classification indicates that the identified national rules are deemed to achieve an equivalent level of railway safety between the two Member States (MS). In this document the term “Member State” refers to a State that is a member of this protocol for cross-acceptance.

An existing vehicle that has been designed and built according to a previous version of the TSIs as recorded in the "Common Technical Document", is considered to be TSI-compliant. For this type of vehicle, the process for the additional APIS is defined in chapter III of this guide.

Conformity certificate issued by each NSA are components of a request for authorisation, and the fact that they have been provided shall not exempt the applicant from the obligation to follow the national procedures for requests for APIS. For a single parameter, the classification stated in the technical appendix can be non-commutative.

## **II Vehicle or type of vehicle where a simultaneous first authorization for placing in service in both Member States is requested**

Articles 21, 22, 24 and 26 of Directive 2008/57/EC, permit simultaneous APIS for a first authorisation in both Member States.

In such a case the applicant should apply for APIS from each of the relevant NSAs simultaneously, in accordance with the national regulations in force at the time of the application and must explicitly request that this protocol be applied.

The NSAs will establish a single working group and must also reach agreement with the applicant as regards the selection of the authority which will issue the first authorisation.

During the meetings held before the request is submitted, the NSAs will consult each other on the following points:

- The applicable rules;
- The coordinating NSA;
- The language(s) to be used by the applicant;
- The thematic grouping of parameters and the assignment of the parameters to the participating NSAs;
- The format of documents and the processes for sharing them;
- The approach to be taken with parameters not classified as "A";
- Arrangements for production of documentation demonstrating conformity of the vehicle;
- Arrangements for the confirmation of compliance with parameters classified as "A";
- ...

These decisions are recorded in a register, to be agreed by all the participants. The applicant will be informed of the decisions that are taken. The verification, by parameter or by theme, of elements classified as "A" will be coordinated between the NSAs and the applicant in a way that maintains the coherence of the system.

- o For each parameter in class "A", the applicant will send the documents necessary for verification only to the NSA which is responsible for the evaluation of the relevant parameter. The NSAs will exchange the conformity certificate for parameters in class "A" which they have respectively evaluated in accordance with the standards applicable in their State. Copies will be issued to the applicant. Each conformity certificate should clearly identify the theme or parameter(s) for which it is issued.

This conformity certificate shall certify that the requirements have been checked by the issuing authority. It demonstrates the conformity of the area that has been assessed, by way of the application of point 4 of the cross-acceptance protocol. This certificate can contain restrictions.

- For parameters in classes “B” and “C” and parameters classed in category “A” which cannot be covered by a conformity certificate, the applicant has to provide the required documentation to each of the NSAs, documenting the evaluations in accordance with the respective national legal frameworks.

The documents sent by the applicant to each NSA must be written in the language or languages decided upon during the meetings held before the request is submitted.

**NOTE:** if changes are made to a vehicle, the applicant must ensure that the conformity certificate issued by the NSAs are not affected. In this case, new assessment will be necessary. At the end of this assessment, if conformity with the rules is proven, a new certificate will have to be issued.

Each NSA will issue the APIS for a vehicle for its own national railway network when the corresponding request for authorisation is completed and accepted in accordance with its national regulations.

For each Member State, the following document must be added to the request for authorisation:

- the conformity certificate issued by the other NSAs that have been received for the parameters classified as "A";
- the documentation required to demonstrate conformity of the parameters classified as “B” and “C” and the parameters classified as “A” which are not covered by a conformity certificate.

### **III Vehicle or type of vehicle already authorized in one Member State and for which an additional authorization for placing in service is requested in another Member State**

When applying articles 21, 23, 25 and 26 of Directive 2008/57/EC the applicant may request an additional APIS for vehicles on the basis of the first APIS.

The applicant can specifically request that the cross-acceptance protocol be applied for all parameters, in accordance with articles 23.2 and 25.1 of Directive 2008/57/EC.

During the meetings held before the request is submitted, the NSAs will consult each other on the following points:

- The rules to be applied;
- The language(s) to be used by the applicant;
- The format of documents and the processes for sharing them;
- The approach to be taken with parameters not classified as "A";
- Arrangements for production of documentation demonstrating conformity of the vehicle;

- ...

These decisions are recorded in a register, to be agreed by all the participants. The applicant will be informed of the decisions that are taken.

- c) For parameters in class “A”, the applicant shall present the conformity certificate drawn up by the NSA member of this protocol which issued the first APIS. These certificates shall be provided in accordance with point 4 of the protocol for setting up cross-acceptance procedures.
- d) For parameters in classes “B” and “C” and parameters classed in category “A” which cannot be covered by a certificate of conformity, the applicant has to provide the required documents to the NSA to which the application for additional authorisation has been made. This NSA performs its own assessment in accordance with its legal framework..

If, in order to obtain the additional APIS, modifications are made to the (type of) vehicle the NSA that issued the first APIS must be informed in accordance with article 20 of Directive 2008/57/EC. Where these modifications may have an impact on the first APIS, new assessments must be carried out by the NSA that issued the first APIS.

An additional APIS for vehicles may be issued by the NSA of the MS to whom the additional application has been made when the corresponding request for authorisation is completed and accepted in accordance with its national regulations.

The following document must be added to the request for authorisation:

- The first APIS issued by a Member State.
- The conformity certificate issued by the other Member State which were obtained for the parameters listed in category “A”.
- The documents necessary to demonstrate the conformity of the parameters in classes “B” and “C” and the parameters in class “A” which are not covered by a certificate of conformity.

➤ Special considerations regarding authorization for placing in service for an “old” vehicle

A vehicle which was designed and built in accordance with a standard (or a part of a standard) prior to the one used in the current cross-acceptance agreements shall be deemed to be “old”.

Use of old standards:

The Common Technical Document also mentions the standards prior to the current ones (such as UIC codes) which can be regarded as equivalent to the current national standards. If, however, for a parameter in class “A”, the previous standards were not cited, the applicant can compare the technical rules that were in force when the vehicle was placed in service with the current technical rules, including by virtue of European Implementing Regulation No 402/2013. If it is established that they are equivalent, the applicant can issue a certificate (Appendix 1bis to this guide) for the relevant parameter of the Common Technical Document and send it to

the national safety authority of the Member State in which the vehicle is in service. On this basis of this certificate, the competent national authority can issue a conformity certificate.

For parameters listed in categories “B” and “C”, the applicant must provide the required documents to the national safety authority which received the request for APIS for the vehicle, which shall carry out its own assessment in accordance with its national rules.

An additional APIS for vehicles may be issued by the NSA of the MS to whom the additional application has been made when the corresponding request for authorisation is completed and accepted in accordance with its national regulations.

The following documents must be added to the request for authorisation:

- The conformity certificate (Appendix 1 and/or 1bis to this guide) issued by the national safety authority in the Member State in which the vehicle is already authorised for placement in service for the parameters listed in category “A”.
- The documents necessary to demonstrate the conformity of parameters in classes “B” and “C” and parameters in class “A” which are not covered by a conformity certificate.

Appendix 1: example of conformity certificate with a chapter

## CONFORMITY CERTIFICATE

<p>Applicable standard, cross-acceptance agreement</p>	<p>Protocol for setting up cross-acceptance procedures of locomotives and railway vehicles for conventional railway systems between the national safety authorities of Czech Republic and France. Date xx/xx/xxxx</p>
<p>Version and date of Common Technical Document</p>	<p style="text-align: center;">Version XX– XX/XX/XXXX</p>
<p>Type of vehicle</p>	<div style="text-align: center;">  <p style="font-size: 1.5em; margin-top: 20px;">Loco XYZ</p> </div>
<p>European identification number</p>	<p style="text-align: center;">XXXXXXXXXXXX-X (12345)</p> <p>The identification number(s) (12 digits) is/are the registration number(s) of the vehicle(s) used for the tests which is marked on the body structure. For “old” vehicles (where it is impossible to identify the vehicle that underwent the tests) or for cases of assessment without tests, this box must be left empty.</p>
<p>Validity for other types of vehicles</p>	<p>To be filled in where the certificate of conformity can be used for vehicles which are different but share the same platform</p>

Chapter(s)/parameter(s)	9 Front/side windows
National regulation	To be filled in if the list of parameters identified by Implementing Decision 2015/2299 is not the same as the one in the national reference document
National technical rules	UIC 651 EN 15152  If the requesting party demonstrates comparison of the standards by submitting the certificate for which the template is set forth in Appendix 1b, this certificate must be attached
Special technical parameters	Projectile speed = ...
Assessed characteristic	Brief description of the assessed characteristic
Type of examination	
Safety objectives / specifications	Supporting evidence of strength, drawings, description and technical datasheets, test reports, check reports, expert report
List of documents	List of the documentary references in Appendix 2 to the protocol including the name, number, version and date of issue of each document examined
Location of documents	Location where the documentation can be consulted if necessary
Result of conformity check	Characteristic demonstrated and reason for justification (possibly references) Assessment of the results of the analysis. Where applicable, categorisation of the vehicle
Restrictions and conditions of use	Where applicable, restrictions arising out of the analysis

NSA ref (with logo) NSA which carried out the conformity check and signed the certificate Case number EPSF-2011/XXXXX	Data / Date	Name:.....  Signature:.....
--	-------------	-----------------------------------

This certificate of conformity is valid for up to 7 years from the date on which it was issued. Its validity may be extended following a request, provided that the legal reference context has not changed.

Appendix 1bis: example of certificate for an old vehicle as per the comparison of standards

**NAME of vehicle**

**PHOTO of vehicle**

<b>Applicable standard</b>	<b>Version</b>
Protocol for setting up cross-acceptance procedures of locomotives and railway vehicles for conventional railway systems between the national safety authorities of Czech Republic and France	Version of dd/mm/yy

- **Comparison of standards which were in force when the vehicle was placed in service with the current standards**

<b>Parameter concerned</b>	<b>Technical rules according to which the vehicle was authorised</b>	<b>Technical rules quoted in the Common Technical Document of dd/mm/yyyy</b>
<i>Name and number of parameter</i>	<i>Names, numbers, versions, dates of issue of the technical rules and locations where they can be consulted if necessary</i>	<i>Names, numbers, versions, dates of issue of the technical rules and the locations where they can be consulted if necessary</i>
	<b>Demonstration</b> <i>Reasoned comparison between the old and new standards and demonstration of their equivalence</i>	
	<b>Conditions and limitations of use</b>	<i>Where applicable, restrictions arising out of the analysis</i>

A comparative analysis of the standards of conduct in accordance with Regulation (EU) No 402/2013 is attached hereto.

In the light of this declaration, the safety authority ... XXX is asked to issue certificates of conformity for the following parameters:

Place and date	Written by	Signature of requesting party
----------------	------------	-------------------------------